

ARCTIC SEA

# Le navire retrouvé, son équipage transféré sur un bateau russe

**Le navire Arctic Sea, porté disparu depuis fin juillet, a été retrouvé dans l'Atlantique à 300 milles du Cap-Vert et son équipage russe transféré sur un bateau russe, a annoncé hier le ministre russe de la Défense, Anatoli Serdioukov.**

«Aujourd'hui, à 1h00 de Moscou (21h00 GMT dimanche), l'Arctic Sea a été retrouvé à 300 milles du Cap-Vert. L'équipage a été transféré sur notre bateau chargé de lutter contre les sous-marins», a déclaré M. Serdioukov au président russe, Dmitri Medvedev.

Les membres de l'équipage sont «sains et saufs», a ajouté le ministre selon des images de la télévision russe. Ils sont actuellement «interrogés» sur l'escorte russe Ladny pour éclaircir les circonstances de cette mystérieuse affaire, a-t-il poursuivi. «Dans les prochaines heures, nous pourrions parler plus en détails de ce qui leur est arrivé, pourquoi nous avons perdu le contact avec eux, pourquoi ils ont changé d'itinéraire», a encore dit M. Serdioukov. Deux semaines après le dernier contact officiel



Photo : DR

Les membres de l'équipage sont sains et saufs.

avec le bateau, parti de Finlande le 23 juillet à destination de l'Algérie et battant pavillon maltais, une vingtaine de pays, dont la Suède et Malte, sont impliqués dans l'enquête en cours à Helsinki. Le vraquier, qui transportait un chargement de bois d'une valeur d'un peu plus d'un million d'euros, a été attaqué à deux reprises : en mer

Baltique la nuit de son départ, selon la police suédoise, et «au large du Portugal», selon la Commission européenne qui n'a pas donné de date. Les experts ont échafaudé toutes sortes d'hypothèses : nouvelle forme de piraterie, règlement de comptes mafieux, trafic de drogue, différend commercial qui aurait mal tourné.

SOMALIE

## Les forces gouvernementales reprennent le contrôle d'une ville prise par des insurgés

Les forces gouvernementales en Somalie ont repris le contrôle de la ville de Beled Hawo, située dans le sud du pays, des mains du groupe d'insurgés «Shebab», ont indiqué des responsables somaliens. Selon ces sources, les troupes du gouvernement de transition et les forces d'un groupe pro-gouvernemental ont réussi hier matin à entrer dans la ville de Beled Hawo, qui se trouve dans la région de Gedo (sud-ouest), à la frontière commune avec l'Éthiopie et le Kenya, et qui était aux mains des «Shebab». Les forces du gouvernement somalien se sont avancées récemment au centre de la Somalie en prenant les villes de Galaad et d'El Dher dans la province centrale de Galgaduud et poursuivent les insurgés qui se seraient retirés vers des villes voisines. Ces derniers mois, la situation sécuritaire s'est détériorée en Somalie, en proie à des violences depuis 1991. Hostiles à la politique du gouvernement de transition somalien, les insurgés dont les Shebab contrôlent depuis plusieurs mois une large partie de la capitale Mogadiscio, du centre et du sud du pays.

ÉGYPTE

## Un garde-frontière blessé dans un incident à la frontière avec Israël

**Des militaires israéliens postés à la frontière avec l'Égypte ont ouvert le feu en direction d'un garde-frontière égyptien qui les a menacés hier de son arme, a affirmé l'armée israélienne.**

«Des militaires ont vu s'approcher un individu suspect armé d'un fusil qu'il armait. Ils ont tiré en l'air puis en sa direction», a indiqué une porte-parole de l'armée à l'AFP.

Il s'est avéré par la suite que cet «individu» était un garde-frontière égyptien, selon une source militaire israélienne.

Au Caire, un responsable de la sécurité égyptienne a confirmé qu'une jeune recrue de 21 ans

avait été blessée à l'épaule par une balle tirée «probablement de l'autre côté de la frontière». «Il a été transporté à l'hôpital au Caire, où il va être opéré», a ajouté ce responsable qui n'a pas souhaité être identifié.

Le jeune Égyptien a indiqué aux services de sécurité qu'il venait de prendre son tour de garde et inspectait son arme lorsqu'il a été surpris par l'arrivée d'une jeep israélienne près de la frontière», a indiqué la même source.

«Quatre soldats israéliens en sont descendus et lui ont parlé en anglais et en hébreu, mais il n'a rien compris car il ne parle aucune de ces deux langues», a-t-il pour-

suivi. «Ils ont ensuite tiré dans sa direction».

Le garde-frontière égyptien «a affirmé qu'il n'avait pas tiré sur les soldats israéliens».

Dans un premier temps, la radio militaire israélienne avait indiqué qu'il avait ouvert le feu sur les militaires.

«Une commission mixte israélo-égyptienne a été chargée d'examiner cet incident», qui s'est produit à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de la station balnéaire d'Eilat sur la mer Rouge, selon la porte-parole israélienne.

A la suite de cet incident, la route israélienne qui longe la frontière a été fermée à la circulation.

INDE

# Essais d'avions de combat pour un contrat de 12 milliards de dollars

**L'Inde a commencé hier à procéder à des essais comparatifs d'avions de combat, dans le cadre d'un appel d'offres lancé auprès des six principaux fabricants mondiaux d'aéronautique, avec, à la clef, un contrat de 12 milliards de dollars, a-t-on appris de source officielle.**

La vente de 126 avions de combats à l'armée de l'air indienne, désireuse de se moderniser, constituera le contrat aéronautique le plus lucratif depuis dix ans.

Selon les contrôleurs de l'espace aérien, c'est la firme américaine Boeing qui a entamé les démonstrations avec ses appareils F-18 Superhornet, qui ont évolué dans le ciel de Bangalore, centre indien de l'industrie aéronautique et spatiale.

«Deux F-18 ont effectué deux sorties de 45 minutes chacun», a précisé un contrôleur alors que des experts de l'aviation militaire assistaient à l'exercice. Ces démonstrations devraient se poursuivre pendant un an avant que New Delhi ne fasse son choix parmi les

six firmes candidates à la vente, a-t-on appris auprès du ministère de la Défense. L'avion Rafale du français Dassault Aviation a été réintégré à l'appel d'offres en mai, après en

avoir été exclu par New Delhi en avril.

La bataille se joue entre le russe MiG et ses MiG-35 et MiG-29, les américains Boeing, avec le F/A-18E/F Super Hornet, et Lockheed

Martin avec le F-16, ainsi qu'entre l'Eurofighter Typhoon européen d'EADS, de BAE Systems et de Finmeccanica et le Gripen du suédois Saab.

BELGIQUE

## Une juge en vue accuse la police de vouloir la démolir

**Une juge très en vue en Belgique a affirmé hier qu'une «opération de démolition» était menée contre elle par le chef de la police judiciaire, qui l'accuse d'avoir accepté des pots-de-vin.**

Francine De Tandt, 63 ans, est devenue célèbre en novembre 2008 en autorisant l'Etat belge à vendre la banque Fortis, au bord de la faillite, au français BNP Paribas sans demander l'avis des petits actionnaires. Cette décision avait ensuite été annulée en appel.

La juge De Tandt est revenue sur le devant de la scène jeudi, lorsque la police judiciaire (PJ) de Bruxelles a indiqué avoir fait part au ministre de la Justice de soupçons de corruption pesant sur elle et d'autres magistrats.

Selon le patron de la PJ bruxelloise, Glenn Audenaert, la juge aurait, contre rémunération, donné un coup de pouce à un avocat, Robert Peeters, spécialisé dans le recouvrement d'argent «noir» auprès d'industriels. La PJ a aussi accusé de hauts magistrats d'avoir tenté d'étouffer son enquête. Vendredi, le gouvernement a exigé «toute la clarté» dans un dossier qui menace la «crédibilité des institutions démocratiques». «C'est du harcèlement. C'est Glenn Audenaert qui mène cette opération de démolition», s'est défendue hier M<sup>me</sup> De Tandt dans le journal *Le Soir*. Selon elle, le patron de la PJ cherche à la déstabiliser car elle aurait touché «à certaines personnes puissantes», «certains industriels». L'avocat mis en cause,

Robert Peeters, défend la même position : «Toutes ces accusations font partie d'un règlement de comptes orchestré par Glenn Audenaert». «J'ai découvert des choses que je n'aurais pas dû découvrir. Des fraudes de plusieurs millions d'euros concernant des connaissances de Glenn Audenaert», a-t-il ajouté. Des journaux soulignaient par ailleurs hier que M<sup>me</sup> De Tandt avait été condamnée à rembourser 500 000 euros empruntés par son frère pour un projet malheureux en Afrique, somme pour laquelle elle s'était portée garante. Une situation financière qui l'aurait rendue «fragile». «La presse raconte n'importe quoi mais ma carcasse le supportera», a commenté M<sup>me</sup> De Tandt, qui a repris lundi ses activités au tribunal.